

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Macron au Gabon : entre forêts, nouvelle politique et rapports décomplexés

SI l'objet de la visite de deux jours du président français au Gabon est sa participation au "One Forest Summit" qu'il copréside avec son homologue, Ali Bongo Ondimba, d'autres questions d'intérêt commun devraient être abordées lors de cette première où il est notamment prévu un tête-à-tête avec le numéro un gabonais à la présidence de la République. Ce séjour d'Emmanuel Macron intervient 13 ans après celui de Nicolas Sarkozy, dernier président français à se rendre en terre gabonaise.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

EMMANUEL Macron, le chef de l'État français, arrive aujourd'hui au Gabon. Dans le cadre d'une tournée en Afrique centrale dont Libreville constitue la première étape. Le dirigeant français copréside aujourd'hui et demain avec le président Ali Bongo Ondimba le "One Forest Summit" sur la préservation des forêts et de la biodiversité dans le bassin du Congo (lire Supplément).

Treize ans après la dernière visite d'un chef d'État français au Gabon, Emmanuel Macron aura à cœur de discuter avec son homologue gabonais des nouvelles bases de la politique africaine de la France. Celle-ci est fortement inscrite dans un contexte africain et mondial en mouvement sous-tendu, entre autres, par un certain

recul de l'influence française sur le continent noir. Ainsi, Ali Bongo et son hôte auront des échanges sur les enjeux de ladite politique africaine de l'Élysée. Sur le plan sécuritaire, le Gabon qui fait partie des pays africains abritant une base militaire française sur leur sol, est concerné par la nouvelle réduction des effectifs militaires en Afrique. Une décision à mettre en œuvre progressivement d'ici la fin 2023. Et intervenant après la fin de l'opération "Barkhane" au Mali et le retrait en cours au Burkina Faso.

Même si le président Emmanuel Macron n'a pas communiqué de chiffres précis, cette réduction "sera visible", et devrait surtout concerner les bases de Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Gabon, où la France dispose de 1 700 soldats. Non sans insister sur une évolution du statut des emprises françaises en Afrique. "Il n'y aura plus de bases militaires en tant

que telles", a-t-il affirmé en précisant que, désormais, celles-ci seraient "cogérées" avec les pays partenaires. Le Camp Charles-de-Gaulle de Libreville est donc appelé à subir cette mutation.

Cette nouvelle vision devrait s'accompagner de changement de nom ou de statut des dites bases, soutenues par des accords de défense entre la France et chacun des pays concernés. La création des structures scolaires, de recherche scientifique et autres devrait intégrer cette nouvelle approche. D'ailleurs, ces emprises transformées "deviendront pour les unes des académies, pour les autres, des bases partenariales. Elles seront pour certaines rebaptisées. Elles vont changer de physionomie, de logique, d'empreinte", a récemment détaillé le numéro un français.

En outre, il est prévu, hormis les discussions



Photo: DR

Rencontre entre Ali Bongo Ondimba et Emmanuel Macron, lors de la C

entre les chefs d'État, la remise par le président français au président gabonais d'une copie du fonds ethnomusicologique Pepper et Sallée composé de 900 séquences sonores représentant plus de 700 heures d'enregistrement, collectées entre 1954 et 1970 au Gabon (lire ci-contre). Placé sous le signe d'un nouvel élan diplomatique, ce séjour d'Emmanuel Macron ne devrait pas donner lieu, comme avec

ses prédécesseurs à la formalisation d'une politique bilatérale à l'ancienne dont l'essentiel était porté sur la mise en avant des "liens séculaires" entre Libreville et Paris. Mais, plutôt ils devront correspondre à la poursuite des rapports "décomplexés" instaurés depuis l'arrivée du président Ali Bongo Ondimba au pouvoir en 2009, et matérialisés lors de la visite officielle de l'ex-chef d'État Nicolas Sarkozy, en 2010.